

## CHAPITRE 1 – LES CARACTÈRES DE LA RÈGLE DE DROIT

Le **droit** est généralement défini comme un ensemble de normes qui gouvernent les membres d'une même société. C'est en fait la définition de la discipline, la science juridique.

Pour G. Cornu, dans le *vocabulaire juridique*, le droit est un « *ensemble de règles de conduite socialement édictées et sanctionnées qui s'imposent aux membres de la société* ».

Mais le droit c'est aussi la faculté, reconnue à quelqu'un par une autorité, d'agir de telle ou telle façon, de jouir de tel ou tel avantage. Cela nous amène, pour définir la notion, à présenter deux notions :

- **Le droit objectif** : c'est la définition générale, c'est-à-dire l'ensemble des règles qui régissent les rapports entre membres au sein de la société. On parle alors de **règles de droit**. Ces règles sont souvent regroupées par le législateur dans des Codes : Code civil, Code de la route, Code de commerce...
  - Cela nous permet également d'introduire la notion de **droit positif**, laquelle correspond au droit en vigueur au sein d'un pays à un moment donné. Si certains auteurs distinguent les deux notions, d'autres considèrent que le droit objectif et le droit positif sont similaires. En fait le droit positif sert surtout à expliquer que le droit évolue et qu'il n'est effectif qu'à un instant T.
  - Enfin, le **droit commun** est l'ensemble des règles juridiques applicables à toutes les situations qui ne font pas l'objet de règles spéciales ou particulières. On pourrait dire que le droit objectif est composé d'un droit commun et d'un « droit spécial ».
- **Les droits subjectifs** : sont les prérogatives dont peuvent se prévaloir les individus (droit de propriété, droit au respect de la vie privée...). Les titulaires de droits subjectifs sont qualifiés de « **sujets de droit** » (les droits subjectifs sont simplement les droits des sujets). Les droits subjectifs sont consacrés par le droit objectif.

Les règles de droit (ou droit positif) sont donc des règles qui régissent les rapports entre individus au sein de la société. Ces règles coexistent avec d'autres normes qui ont aussi pour objet d'organiser la société : la morale, la politesse, le savoir-vivre, la religion. Bien souvent les règles de droit sont proches de ces autres règles : par exemple le droit, la morale et la religion condamnent le meurtre. Mais cela n'est pas toujours le cas : les règles du Code de la route ne sont pas liées à la morale, à l'inverse le fait de laisser sa place à une personne âgée qui entre dans le bus n'est pas consacré par le droit positif. **La règle de droit présente donc certains caractères précis** qui nous permettent de la distinguer des autres normes sociales.

## **I. La règle de droit est une norme de conduite sociale**

La règle de droit a pour finalités d'organiser, régir les comportements des individus au sein de la société pour éviter le désordre social, le chaos. Les règles de droit peuvent poursuivre de nombreuses et différentes finalités : sécurité des personnes (Code de la route, Code Pénal...), sécurité des biens (Code civil, Code Pénal, Code de l'environnement...), sécurité des affaires (Code civil, Code de la consommation, Code de commerce...), sécurité politique (Constitution, Code électoral...), etc.

On peut considérer que plus les règles de droit sont nombreuses, plus la volonté de l'État de diriger les membres de la société est forte, ce qui semble au contraire réduire libertés individuelles.

## **II. La règle de droit est générale et abstraite (impersonnelle)**

L'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 énonce que la Loi « *doit être la même pour tous* ». La règle de droit s'applique donc à toutes les personnes sans distinction. Cela n'interdit cependant pas que seulement une ou plusieurs catégories déterminées puissent être visées par une règle de droit, mais à l'intérieur de ces catégories la règle de droit s'appliquera de manière uniforme à tous les individus qui la composent. On dira alors qu'elle s'applique à tous ceux qui sont dans une situation déterminée.

Le caractère général de la règle de droit se visualise souvent dans la rédaction même : « Tout Français jouira des droits civils » (article 8 du Code civil) ; « Chacun a droit au respect de la présomption d'innocence » (article 9-1 al.1 du même Code).

## **III. La règle de droit est obligatoire**

La règle de droit s'impose à tous : « *Nemo legem ignorare censetur* » (nul n'est censé ignorer la loi). Ce caractère obligatoire peut se manifester de différentes manières :

- Soit sous forme **d'obligations** au sens strict (avoir une assurance automobile, tenir la comptabilité de la société, porter secours à une personne en péril...)
- Soit sous forme **d'interdictions** (vol, violences, discriminations, durée de travail, commerce illicite...).

Les règles de droit sont donc :

- Bien souvent **impératives** : on dit qu'elles sont des **règles d'ordre public** (c'est-à-dire qu'elles s'imposent en toutes circonstances, chacun doit toujours s'y soumettre).
- Mais on rencontre parfois des nuances : ce sont **les règles supplétives** (règles auxquelles on peut déroger notamment par une convention) qui pourront être écartées (elles ne s'appliqueront donc qu'aux individus qui ne les ont pas écartées par un contrat ou par un texte).

L'article 6 du Code civil énonce : « *On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.* ». Ainsi le caractère impératif s'impose en ce qui concerne l'ordre public et les bonnes mœurs. Cela veut dire que, a contrario, dans les autres domaines, il est possible de prévoir des dispositions différentes que celles prévues par la loi. Le problème est alors de savoir qu'est-ce qui entre dans l'ordre public et les bonnes mœurs : c'est le rôle du **juge** et de la **jurisprudence** (ensemble des décisions pour la solution d'une situation juridique donnée).

L'article 1103 du Code civil énonce que « *les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits* ». Cela pose la possibilité de règles supplétives.

Ainsi, le Code civil pose comme principe qu'à défaut de contrat de mariage, les biens achetées entrent dans le patrimoine commun des époux (régime de la communauté réduite aux acquêts). C'est le droit commun, c'est une règle supplétive. Les époux ayant choisi de se marier sous contrat peuvent en effet écarter ce régime (séparation de biens par exemple).

#### **IV. La règle de droit est assortie d'une sanction**

La sanction assortie à la règle de droit est considérée comme le moyen de faire en sorte que les individus respectent la norme. C'est donc une condition d'effectivité de la règle de droit et comme le démontre le Doyen Jean Carbonnier, c'est un critère de juridicité (ce qui la distingue de la morale).

Ainsi, pour H. MAZEAUD (1935), « *une sanction juridique est (donc) indispensable ; on ne peut pas se contenter, pour organiser la vie en société, d'une sanction d'ordre moral* ».

Cette sanction, sous la responsabilité étatique, a des finalités différentes :

- Punir : c'est l'objet des **sanctions pénales**, sanctionner une atteinte à l'intérêt public général (amendes, emprisonnement sont les principales).
- Contraindre (saisie, astreinte) ou réparer un préjudice (dommages et intérêts) : c'est l'objet des **sanctions civiles**, sanctionner les atteintes à un ou plusieurs intérêts particuliers.

Un même comportement fautif peut exposer un individu aux deux types de sanctions (exemple devant le tribunal correctionnel). Nous verrons ultérieurement que dans ce cas, le comportement de l'individu engage à la fois sa responsabilité civile et sa responsabilité pénale.

Notons enfin que dans sa décision du 21 avril 2005 sur la Loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, le Conseil constitutionnel a indiqué que « *la loi a vocation d'énoncer des règles et doit par suite être revêtue d'une portée normative* ». Ce faisant on retrouve la doctrine de Portalis selon laquelle « *la loi permet, ordonne ou interdit* ». Pour Portalis, « Il ne faut point de lois inutiles, elles affaibliraient les lois nécessaires ». On retrouve les idée de Montesquieu qui affirmait que « la loi ne doit pas contenir d'expression vagues ».

La règle de droit se distingue de la morale par rapport à ces caractères que nous avons énoncés ci-dessus. Les finalités de la règle de droit (organiser la vie en société) sont moins larges que celles de la morale (améliorer les êtres humains et les rapports entre eux, avec Dieu...). Si le droit et la morale se rejoignent souvent (exemple art. 1104 du Code civil « *Les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi.* »), nous avons vu que leurs considérations sont parfois différentes (l'exemple du Code de la route) voire opposées (la prescription de l'action publique par exemple n'est pas moralement fondée). La morale donne une existence à la faute dès son caractère intentionnel et sa sanction est également morale (remords, blâme...). La règle de droit se distingue aussi sur ce point puisque les sanctions civiles et pénales sont externes à l'individu.